

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Communiqué de presse n° 1 (F)

24–25 septembre 2005

Discours d'ouverture de M. **ANDRE-PHILIPPE FUTA**,
Président des Conseils des gouverneurs
et Gouverneur de la Banque et du Fonds pour la
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO,
en séance plénière

**Allocution d'ouverture du Président de l'Assemblée annuelle 2005
des Conseils des gouverneurs de la Banque mondiale et du FMI
24 septembre 2005**

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur général, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Excellences, Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de vous souhaiter la bienvenue à l'Assemblée annuelle 2005 du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. C'est un grand honneur pour mon pays et pour moi-même d'assurer la présidence de ces réunions.

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer nos condoléances à ceux qui ont été plongés dans la souffrance à la suite des récentes catastrophes naturelles — la famine au Niger, l'ouragan Katrina aux États-Unis et le tsunami en Asie de l'Est. Observons une minute de silence à la mémoire de ceux qui ont perdu la vie durant ces événements tragiques. Face à la complexité du contexte international actuel, souvent caractérisé par l'incertitude, des conflits et des actes de terrorisme, les désastres naturels d'une telle ampleur ne font que confirmer à nouveau l'urgente nécessité d'une meilleure coopération internationale à tous les niveaux. La misère et le désespoir font souvent naître le mécontentement et la violence. Dans le monde actuel, nous sommes tous interdépendants, et ce qui se passe dans un pays a une incidence sur nous tous.

Mesdames et Messieurs,

J'ai le grand plaisir d'accueillir chaleureusement parmi nous le nouveau Président de la Banque mondiale, Monsieur Paul Wolfowitz, à qui nous souhaitons la plus grande réussite dans l'exercice de sa charge. Nous souhaitons aussi la bienvenue à Monsieur Rodrigo de Rato, qui continue à assurer avec fermeté la direction du FMI. Je tiens également à exprimer notre profonde gratitude à James Wolfensohn, pour l'énergie et la détermination qu'il a instillées au Groupe de la Banque mondiale dont il a conduit pendant dix ans les activités avec une exceptionnelle compétence.

La situation macroéconomique mondiale

Je suis heureux de constater que l'économie mondiale a continué à connaître une expansion vigoureuse, sur fond d'inflation maîtrisée. Néanmoins, si les conditions économiques sont favorables, les rythmes de croissance sont inégaux et les déséquilibres mondiaux s'accroissent. Par ailleurs, les cours du pétrole poursuivent leur hausse, et si l'effet de ce renchérissement sur l'économie mondiale semble être limité jusqu'à présent, il importe de suivre la situation avec la plus grande vigilance.

Plus que jamais, la Banque mondiale et le FMI jouent un rôle crucial en s'efforçant de donner plus de cohérence et de cohésion aux systèmes internationaux — monétaire, financier et commercial. L'assistance de la Banque et la surveillance du FMI demeurent les fondements de la coopération de la communauté internationale face aux risques et menaces économiques.

Assistance aux pays à faible revenu et objectifs du Millénaire pour le développement

Mesdames et Messieurs,

Il y a quelques jours, au Sommet des Nations Unies à New York, les dirigeants de la planète et tous les acteurs du développement ont dressé le bilan des progrès accomplis au regard de leur vision du développement. Ils ont réaffirmé leur détermination à atteindre les objectifs fixés lors du Sommet du Millénaire de l'an 2000 : réduire de moitié, à l'horizon 2015, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté. Ils ont aussi souligné la nécessité de mesures énergiques, sans lesquelles il est à craindre que ces objectifs ne soient pas atteints.

Je note avec plaisir que la Banque mondiale et le FMI continuent à prendre toute leur part des efforts déployés pour aider les pays à promouvoir la croissance et faire reculer la pauvreté en réalisant les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La Banque mondiale et le FMI devront poursuivre leurs efforts pour aider les pays à faible revenu à maintenir leur stabilité macroéconomique et financière, à se doter des institutions nécessaires pour connaître une croissance soutenue et faire reculer la pauvreté, tout en leur fournissant de précieux conseils. Je me félicite à cet égard du fait que la stratégie à moyen terme du FMI reconnaît explicitement la nécessité d'adapter nos institutions aux nouveaux enjeux et aux nouveaux besoins des pays membres. Il est plus que temps de ménager davantage d'espace budgétaire pour les investissements dans des domaines tels que l'infrastructure.

Le deuxième Rapport de suivi mondial publié conjointement par la Banque mondiale et le FMI énonce un programme d'actions propres à donner l'élan nécessaire pour atteindre les OMD. Le rapport insiste en outre sur la nécessité de promouvoir en particulier des avancées plus rapides en Afrique subsaharienne, région qui semble le plus loin du but.

Mesdames et Messieurs,

Je souhaite maintenant attirer votre attention sur l'évolution de l'Afrique et les importantes leçons qu'il est possible de tirer de l'expérience de certains pays; si vous le permettez, je vais continuer mon allocution en français.

Priorité à l'Afrique

Mesdames et Messieurs,

L'assistance à l'Afrique était l'un des principaux points de l'ordre du jour du Sommet de l'ONU à New York, mais aussi de celui du G-8 à Gleneagles. Ces sommets ont débouché sur l'affirmation de la volonté des chefs d'État et de gouvernement non seulement d'accroître le volume de l'aide, mais aussi d'aider les pays africains à connaître une expansion plus vigoureuse.

Pourquoi cette priorité à l'Afrique? Parce que c'est la seule région dont les habitants sont plus pauvres aujourd'hui qu'il y a 30 ans. La misère est exacerbée par la propagation du VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, le manque de services

élémentaires et d'infrastructures, la corruption et la mauvaise gouvernance, la violence et un déficit technologique. Et pourtant, la physionomie de l'Afrique se transforme. Elle compte davantage de gouvernements élus et moins de guerres civiles. Un certain nombre de pays affichent des taux de croissance enviables. Les gouvernements africains, par l'entremise de l'Union africaine et du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), font preuve des qualités de leadership nécessaires pour consolider ces acquis.

Comme le montrent certains de leurs principaux résultats, les derniers sommets des Nations Unies et du G-8 ont su parfaitement saisir l'occasion créée par cette dynamique. Ils ont pris acte des changements positifs engagés en Afrique. La communauté internationale a pris des engagements sans précédent, dont le plus notable est le doublement de l'aide en faveur de l'Afrique — qui devrait passer de 25 à 50 milliards de dollars d'ici 2010. Le G-8 a relancé vigoureusement les efforts de réduction de la dette en proposant d'annuler les dettes de nombreux pays, dont une majorité d'États africains, envers l'Association internationale de développement (IDA), le FMI et la Banque africaine de développement. L'importance de l'investissement dans les infrastructures a aussi été soulignée et cela doit effectivement être l'objectif prioritaire de la Banque mondiale et du FMI.

Commerce

Les engagements pris récemment par les pays donateurs marquent un grand pas en avant, mais les pays développés peuvent aller plus loin que la réduction de la dette et

l'augmentation de l'aide financière, en s'appliquant notamment à libéraliser davantage le commerce international, et en particulier les échanges de produits agricoles. Les pays développés ont érigé de nombreux obstacles artificiels aux importations des pays pauvres, et les pays en développement ont besoin d'un accès équitable aux marchés. Ces politiques pérennisent la pauvreté à travers le monde.

La suppression progressive des subventions à l'agriculture dans les pays riches serait par conséquent un volet important de la lutte contre la pauvreté dans les pays les plus démunis. Les pays africains attendent avec impatience qu'une réponse positive soit donnée à l'appel lancé il y a quatre ans par un groupe de pays du Sahel en vue de la création d'un « Fonds de compensation » pour remédier aux dommages causés aux pays producteurs de coton par les subventions des pays de l'OCDE.

Tout en reconnaissant le rôle important des institutions de Bretton Woods, nous devons nous souvenir que c'est toujours au niveau des pays que les résultats s'obtiennent et que c'est aux pays eux-mêmes de faire progresser leurs programmes de réformes.

Leçons de l'expérience de la RDC

Mesdames et Messieurs,

Lorsque vous m'avez confié la présidence l'an dernier, vous avez fait honneur non seulement à ma personne, mais aussi à mon pays, la République démocratique du Congo. Je souhaiterais saisir cette occasion pour tirer les leçons de l'expérience qu'il m'a

été donné de connaître ces dernières années dans la mise en œuvre d'un partenariat solide avec les institutions de Bretton Woods.

Pendant une dizaine d'années, mon pays a souffert de conflits armés et de catastrophes naturelles qui ont causé d'énormes dégâts. Comme on pouvait s'y attendre, il en a résulté des dissensions politiques et des conséquences économiques désastreuses. Malgré ces conditions difficiles, le gouvernement a décidé d'adopter, avec l'assistance technique du FMI, puis le concours financier de la Banque mondiale, un programme de référence visant à briser le cycle persistant de l'hyperinflation et à mettre en œuvre des politiques de rigueur monétaire et budgétaire, ainsi qu'une première vague de réformes structurelles.

Les résultats ont été extraordinaires. Le déficit budgétaire, qui oscillait entre -3 et -7 % du PIB dans les années 90, a fait place à un excédent de 0,6 % du PIB en 2001. L'inflation a chuté de 600 % par an dans les années 90 à 135 % en 2001, puis à 16 % en 2002. Le taux de croissance du PIB réel a atteint 3 % par an, devenant positif pour la première fois en 10 ans.

En juin 2002, forte du succès du programme de référence, la RDC a adopté un programme triennal de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Un an et demi plus tard, elle atteignait le point de décision au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). À l'heure actuelle, nous sommes en train de parachever notre Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et nous sommes résolus à franchir le point d'achèvement en 2006.

Mesdames et Messieurs, de l'expérience de mon pays, je tirerai plusieurs leçons. Premièrement, les pays en proie à des conflits ont un double problème : la population vit dans une misère extrême, et l'État est quasi inexistant. La priorité des priorités est donc de rétablir la paix, à l'intérieur et au-delà des frontières. Cela ne peut se faire qu'avec l'aide et sous l'égide de la communauté internationale. La deuxième leçon a trait au volume de l'aide et à la promptitude avec laquelle elle est fournie. Plus l'effort d'aide est vaste et rapide, plus vite il est possible d'enrayer la détérioration des indicateurs économiques et, au bout du compte, de faire reculer la pauvreté. Troisièmement, enfin, aucun programme ne peut être mené à bien s'il n'est pas pris en mains par les dirigeants nationaux et si certaines normes de gouvernance et de transparence ne sont pas respectées.

Conclusion

Mesdames et Messieurs,

Voici donc les quelques réflexions que je voulais partager avec vous sur plusieurs importants dossiers que nous allons aborder, entre autres, au cours de nos débats — la situation macroéconomique mondiale, le commerce, l'assistance aux pays à faible revenu, avec une priorité spéciale à l'Afrique, et les leçons que l'on peut tirer de l'expérience de certains pays, ainsi que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

La communauté internationale a planté le décor en adoptant les objectifs du Millénaire pour le développement par lesquels elle s'engageait à réduire très sensiblement la pauvreté dans le monde d'ici à 2015. Les dirigeants des pays en développement ont répondu par une détermination impressionnante à poursuivre les réformes économiques et politiques. Les paroles qui ont été prononcées alors de part et d'autre ne manquaient pas de panache. Le monde attend aujourd'hui des actes qui ne soient pas moins ambitieux.

Mesdames et Messieurs,

Le moment est venu de nous mettre au travail, et je déclare ouverte l'Assemblée annuelle 2005 du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.